

Journal du climat

Août 2023

Un bulletin d'information bimestriel pour les personnes qui souhaitent s'informer sur le changement climatique. Compilé par [Anja Kollmuss](#) et Thomas Schenk. Traduction française avec l'aide de Deepl et Ghjulia Sialelli. N'hésitez pas à faire circuler le Journal du climat. Vous pouvez vous abonner ici <https://bit.ly/Klimazeitung>

Table des matières

Suisse2

Oui à la loi sur le climat. Mais quelle est la suite des événements?.....2

Refus des droits de douane sur le climat, mais taxes d'incitation à nouveau à l'ordre du jour3

Recul des émissions de CO₂ et le problème des vaches.....3

Comment le Parlement et le Conseil fédéral veulent développer les énergies renouvelables4

Le développement des énergies renouvelables peut-il se faire dans le respect de l'environnement ?.....5

Chiffres et projets concernant les nouvelles installations solaires, éoliennes et géothermiques 5

Consommation d'énergie, plans d'urgence et nouvelle initiative sur l'hydrogène6

La mobilité décarbonée au même rythme que l'UE7

Où la Suisse viole les limites planétaires7

Plainte pour greenwashing, South Pole toujours sous le feu des critiques..... 8

Condamnations politiques contre des activistes climatiques et autres actions..... 8

Décisions de la Confédération et des cantons en matière de climat.....9

Politique climatique internationale9

La production d'électricité renouvelable connaît une croissance record.....9

Les pays négocient une meilleure protection de l'Amazonie 10

Le G20 déçoit une fois de plus 10

La Chine mise sur le charbon et les énergies renouvelables. Comment cela s'accorde-t-il ?..... 10

Le secteur maritime se fixe de nouveaux objectifs climatiques, mais ils sont insuffisants..... 11

Sommet pour un pacte financier mondial 11

Blackrock accueille le PDG de Saudi Aramco au sein de son conseil d'administration.....12

Politique climatique européenne 12

La nature en Europe doit être mieux protégée12

Supprimer les obstacles au développement des énergies renouvelables12

L'UE doit renoncer à l'avenir à "Mr. Green Deal"13

La Grande-Bretagne veut produire plus de pétrole et de gaz.....13

Allemagne 13

Vote de la loi sur le chauffage reporté.....13

La loi allemande sur le changement climatique est affaiblie.....14

Le prix de l'électricité industrielle sous le feu des critiques.....14

La crise climatique visible..... 14

Vagues de chaleur, incendies, tempêtes et inondations.....14

Nouvelles de la science du climat..... 15

L'Atlantique Nord est-il sur le point de basculer ?15

Comment l'alimentation végétalienne aide le climat.....15

Quatre graphiques illustrent l'ampleur des changements16

Suisse

Oui à la loi sur le climat. Mais quelle est la suite des événements?

Le 18 juin 2023, les électeurs suisses ont accepté la loi sur la protection du climat – comme contre-projet indirect à l'initiative sur les glaciers. 59% ont approuvé la loi, la participation s'est élevée à 42,5% (plus d'infos dans les [résultats officiels de la Chancellerie fédérale](#)). Comme le montre l'analyse Vox de l'institut de recherche GFS Berne, la loi a également trouvé une majorité auprès des sympathisants du centre (64%) et du PRD (66%). Comme raison de voter oui, beaucoup ont cité un "besoin urgent d'agir dans le domaine de la protection de l'environnement et du climat", peut-on lire sur [srf.ch](#).

L'objectif zéro net d'ici 2050 est ainsi ancré dans la loi. La loi prévoit en outre des contributions d'encouragement pour le remplacement des chauffages fossiles et le développement de nouvelles technologies. La Suisse est ainsi le premier pays à s'engager à atteindre l'objectif de zéro émission nette lors d'une votation populaire. Mais il faudra encore attendre un certain temps avant que les fonds pour le remplacement des chauffages ne soient versés. L'ordonnance correspondante devrait entrer en vigueur début 2025, a déclaré [le conseiller fédéral Albert Rösti sur srf.ch](#).

Dans un article de [Republik](#), Marcel Hänggi, le père de l'initiative pour les glaciers, dresse un bilan personnel de son engagement au cours des sept dernières années et demie. Un texte qui vaut la peine d'être lu, axé sur le marketing politique, les personnages clés, les compromis et sur la manière de trouver des majorités pour la politique climatique.

Immédiatement après le vote, un débat médiatique animé a commencé sur les mesures nécessaires pour atteindre l'objectif net zéro et augmenter la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables. La discussion porte notamment sur la construction d'éoliennes, l'obligation d'utiliser l'énergie solaire pour les bâtiments et les stations de recharge pour les voitures électriques. [Le Tages-Anzeiger](#) et le [Zeit](#) fournissent un bon aperçu, d'autres informations sont disponibles dans des articles de [Republik](#) et [das Lamm](#). Le [Tages-Anzeiger](#) (paywall) montre en outre dans quatre scénarios comment la Suisse peut réussir sa transition énergétique.

Les cantons ont également un devoir à remplir, comme l'explique clairement Roberto Schmidt, président de la Conférence des directeurs de l'énergie, dans un [entretien avec le Tages-Anzeiger](#). Il est prévu que les cantons renforcent en août une partie des modèles de prescriptions pour les bâtiments. L'introduction d'une obligation d'installer des panneaux solaires sur les grandes surfaces de toitures est nécessaire.

Pendant ce temps, l'UDC et le PLR exigent la construction de nouvelles centrales nucléaires. De plus, les centrales nucléaires existantes doivent fonctionner plus longtemps, comme le demande entre autres le conseiller aux Etats PLR Ruedi Noser, qui s'était engagé dans le comité d'initiative pour l'initiative des glaciers. L'idée de soutenir avec des fonds publics les mises à niveau nécessaires des centrales nucléaires existantes est donc à nouveau en discussion. Plus d'informations à ce sujet dans la [NZZ](#) (paywall) et le [Tages-Anzeiger](#). Ce que signifie la dépendance vis-à-vis des centrales nucléaires pour la sécurité d'approvisionnement a été débattu lors d'une [manifestation organisée par la Fondation suisse de l'énergie](#).

Les groupes électriques Alpiq et Axpo ont déjà clairement fait savoir qu'ils estimaient que le risque financier de nouvelles centrales nucléaires très coûteuses était trop élevé, comme on peut le lire sur [srf.ch](#). Et la population s'oppose également à la construction de nouvelles centrales nucléaires, comme l'a montré le sondage post-votation. Seuls 30% des personnes interrogées se prononcent en faveur de cette solution, comme l'écrit le [Tages-Anzeiger](#). 45% sont favorables à une prolongation de la durée d'exploitation des centrales nucléaires existantes. Avec 57%, c'est l'obligation d'installer des panneaux solaires sur les nouveaux bâtiments qui recueille la plus grande adhésion. Ces résultats confirment ceux d'un sondage de l'Association des entreprises électriques suisses, pour lequel environ 1000 électeurs ont été interrogés en avril 2023 (plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#)).

Le magazine [WOZ](#) lance un débat sur la croissance économique et la redistribution. Si la croissance économique reste inchangée, la réalisation de l'objectif net zéro est menacée. Le magazine [Beobachter](#) demande une compensation sociale afin que les personnes à faible revenu ne soient pas davantage mises sous pression par les coûts des futures mesures de protection du climat.

Refus des droits de douane sur le climat, mais taxes d'incitation à nouveau à l'ordre du jour

Le Conseil fédéral s'oppose à l'introduction d'un droit de douane climatique suisse. En raison des risques réglementaires et commerciaux, il s'oppose à l'introduction, au même rythme que l'UE, d'un mécanisme de compensation des émissions de CO₂ (Carbon Border Adjustment Mechanism, CBAM). Avec cet instrument, l'UE veut limiter le risque que les entreprises délocalisent leur production dans des pays tiers où la législation sur la protection du climat est moins stricte. Une phase de test commencera début octobre de cette année dans l'UE, et l'introduction progressive de taxes d'importation est prévue à partir de 2026. Avec son rapport négatif, le Conseil fédéral s'oppose à plusieurs interventions du Parlement qui demandent l'introduction d'un tel instrument. Plus d'informations dans la [NZZ](#) (paywall) et chez [Lamm](#).

En revanche, un autre instrument de protection du climat est à nouveau en discussion : les taxes d'incitation. La [Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national](#) (CEATE) a approuvé une motion visant à soumettre toutes les émissions de gaz à effet de serre à une taxe d'incitation, donc également les carburants. Le président du centre Gerhard Pfister, qui a déposé la motion, veut ainsi obtenir que les émissions de gaz à effet de serre reçoivent un prix conforme au principe de causalité. Les recettes de la taxe doivent être intégralement reversées à la population et aux entreprises. La commission de l'environnement sait également à quel point une mise en œuvre est difficile. L'objectif n'est pas de "bouleverser brutalement le mix d'instruments qui a fait ses preuves, mais de mener une discussion approfondie sur l'efficacité et l'acceptation des mesures de politique climatique". Plus d'informations dans la [NZZ](#) (paywall).

Recul des émissions de CO₂ et le problème des vaches

En 2022, la Suisse a émis moins de CO₂ que l'année précédente. Dans le domaine des transports, les émissions des carburants essence et diesel ont baissé de 1,1% par rapport à 2021. L'[Office fédéral de l'environnement](#) explique ce recul par la part croissante des véhicules électriques dans le trafic routier et par le changement de comportement en matière de mobilité suite à la pandémie de Covid-

19. Le WWF attribue le fait que les émissions ne diminuent pas plus fortement au fait que le parc automobile qui arrive sur les routes en Suisse est particulièrement lourd et le plus émetteur d'Europe. Les émissions de CO₂ des combustibles (principalement le pétrole et le gaz) ont diminué de 4,9% en données corrigées des variations climatiques. L'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments et l'utilisation croissante d'énergies renouvelables pour le chauffage ont notamment contribué à cette évolution. Plus d'informations sur [srf.ch](#).

Outre les transports et les bâtiments, l'agriculture contribue également de manière significative aux émissions de CO₂, notamment en raison de l'élevage et des rejets de méthane, un gaz climatique très puissant, qui en découlent. Désormais, la Confédération verse des paiements directs aux agriculteurs laissant vivre leurs vaches laitières un ou deux ans de plus, comme le rapporte la [NZZ am Sonntag](#) (paywall). Comme les vaches ne produisent pas de lait durant les premières années de leur vie, mais émettent déjà de grandes quantités de gaz à effet de serre, le bilan climatique devrait s'en trouver amélioré.

D'autres États envisagent la voie opposée : le gouvernement irlandais a proposé d'abattre plus de 200 000 vaches afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture irlandaise. En Suisse, Franziska Herren veut réduire le nombre d'animaux par le biais de l'[initiative sur l'alimentation](#). La demande populaire a été déposée à la mi-juin, comme le rapporte le [Tages-Anzeiger](#) (paywall). La Bernoise avait déjà lancé l'initiative sur l'eau potable, qui avait été rejetée par le peuple en 2021. La nouvelle initiative veut obliger la Confédération à prendre des mesures pour promouvoir un mode d'alimentation basé sur des aliments végétaux.

L'Union suisse des paysans (USP) veut éviter que le nombre d'animaux soit réduit. Pour ce faire, elle a rédigé un rapport sur les effets climatiques du méthane. L'USP s'appuie sur une [étude de l'Académie suisse des sciences naturelles](#) sur l'impact climatique des gaz à effet de serre de courte durée de vie, en premier lieu le méthane. Les auteurs concluent que la formule de conversion utilisée aujourd'hui sous-estime fortement l'effet du méthane sur le climat à court terme, c'est-à-dire pour les prochaines décennies, mais qu'elle le surestime à long terme. Selon la formule proposée, les émissions actuelles de méthane de l'agriculture, con-

verties en équivalents CO₂, seraient six à sept fois moins importantes. Les climatologues indiquent toutefois que les émissions de méthane devront être réduites d'au moins 50 % d'ici 2050 afin de limiter le réchauffement à 1,5 degré. Cela nécessite également une réduction du cheptel. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) (paywall).

Les installations de biogaz qui traitent le fumier et le lisier permettent de limiter les émissions de méthane. [Dans une prise de position](#), l'association économique [swisscleantech demande](#) de meilleures conditions-cadres pour de telles installations. Concrètement, l'utilisation énergétique et matérielle des biodéchets doit devenir obligatoire, dans la mesure où elle est techniquement possible et économiquement supportable. De plus, il faudrait fixer des objectifs de développement et des compensations obligatoires, et exempter les gaz renouvelables de la taxe sur le CO₂. Les gaz renouvelables importés de l'étranger doivent également être reconnus.

Comment le Parlement et le Conseil fédéral veulent développer les énergies renouvelables

Le Parlement n'est pas d'accord sur la manière dont les énergies renouvelables doivent être développées : Le Conseil national et le Conseil des Etats ne sont pas encore parvenus à un compromis sur l'acte modificateur de la politique énergétique. La loi combine la révision de la loi sur l'énergie et la révision de la loi sur l'approvisionnement en électricité, et doit régler le développement de l'approvisionnement en énergie. Les divergences portent sur l'obligation d'utiliser l'énergie solaire. La [Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national](#) (CEATE) maintient que l'obligation d'installer des modules photovoltaïques doit être introduite pour toutes les nouvelles constructions ainsi que pour les transformations et rénovations importantes. Le Conseil des Etats avait rejeté l'obligation d'installer des panneaux solaires lors de la session d'été.

Les deux Chambres ont également des positions différentes en ce qui concerne les débits résiduels des centrales hydroélectriques. La CEATE du Conseil national demande que les prescriptions relatives aux débits résiduels pour les centrales hydroélectriques existantes puissent être assouplies sous certaines conditions. En cas de menace de pénurie, le Conseil fédéral doit pouvoir réduire les

débits résiduels à un minimum. Lors de la session d'été, le Conseil des Etats avait décidé que cette mesure pouvait être prise non seulement en cas de pénurie, mais aussi lorsque cela s'avérerait nécessaire pour atteindre les objectifs de production. Plus d'informations sur [energate.ch](#).

Les députés s'accordent à dire que la construction de centrales électriques dans des biotopes d'importance nationale et dans des réserves d'oiseaux d'eau et d'oiseaux migrateurs doit rester exclue. En revanche, la construction doit être possible dans les nouvelles zones d'avancée des glaciers et dans les plaines alluviales alpines. Plus d'informations sur le débat relatif à l'arrêté fédéral sur [srf.ch](#), [NZZ](#) (paywall) et [watson.ch](#).

Après le "Solarexpress", le [Parlement a également adopté le "Windexpress"](#), une loi urgente visant à accélérer les projets d'énergie éolienne avancés. Lors de la session d'été, le Conseil national et le Conseil des Etats se sont mis d'accord pour simplifier les procédures d'autorisation des projets éoliens. Désormais, ce sont les autorités cantonales qui délivreront le permis de construire, et non plus les communes comme c'est le cas actuellement. Un recours au Tribunal fédéral ne serait plus possible que de manière limitée. Les facilités sont valables pour les grandes installations éoliennes, et ce jusqu'à ce qu'une puissance supplémentaire de 600 mégawatts d'énergie éolienne soit installée dans toute la Suisse. Aucun référendum n'a été annoncé à ce jour ; le délai étant fixé au 5 octobre 2023. Pour en savoir plus, voir [nau.ch](#) et la [Sonntagszeitung](#) (paywall).

En plus de "Solarexpress" et "Windexpress", le Conseil fédéral veut encourager le développement de la production d'électricité avec le "décret d'accélération". Celui-ci prévoit de simplifier les procédures pour la planification et la construction de grandes centrales solaires, éoliennes et hydrauliques d'intérêt national. Il a transmis au Parlement le message relatif à la [modification de la loi sur l'énergie](#). Le décret d'accélération prévoit de regrouper toutes les étapes nécessaires en une seule procédure : Plan d'affectation, permis de construire, autorisation spéciale, expropriation éventuelle et viabilisation. La voie de recours doit également être modifiée : au niveau cantonal, seul un recours auprès du tribunal cantonal supérieur serait désormais possible. Les organisations locales et cantonales ne pourraient plus déposer de recours contre de tels projets. En revanche, les cantons et communes d'implantation ainsi que les

organisations actives au niveau national comme le WWF ou Pro Natura continueraient à avoir le droit de recourir. Plus d'informations dans la [NZZ](#) (paywall), l'[Aargauer Zeitung](#) et sur [srf.ch](#).

Le développement non planifié des énergies renouvelables en Suisse viole la [Convention alpine européenne](#), déclare le directeur de l'organisation de protection des Alpes Cipra International dans l'[hebdomadaire](#). Co-signé par la Suisse en 1991, ce traité constitue la base juridique permettant de protéger les écosystèmes alpins sensibles et les identités culturelles régionales.

Le développement des énergies renouvelables peut-il se faire dans le respect de l'environnement ?

Un groupe d'étude de l'ETH Zurich veut lancer un débat de fond sur la manière de réaménager l'espace alpin face au changement climatique et à la transition énergétique. Rien que la fonte des glaciers mettra à nu 800 kilomètres carrés d'ici la fin du siècle, soit une surface aussi grande que le canton de Neuchâtel. Il n'y a pas de discussion sur ce qu'il en adviendra. Sous la direction de l'architecte paysagiste Günther Vogt et du chercheur alpin Thomas Kissling, des étudiants en architecture ont élaboré des scénarios de l'évolution future. Le groupe d'étude demande que les priorités d'utilisation ne soient plus définies à l'avenir selon des critères purement commerciaux. L'utilisation doit plutôt être intensifiée là où se trouvent déjà de nombreuses infrastructures. En contrepartie, les régions inaccessibles ayant une grande valeur paysagère, comme la région du Trift dans l'Oberland bernois, doivent être exclues de toute exploitation commerciale. Le projet, qui n'a pas encore été publié, est présenté en détail dans [das Magazin](#). Des informations de fond sur le thème "Profiler les paysages alpins" sont disponibles auprès du [département d'architecture de l'ETH](#).

Chiffres et projets concernant les nouvelles installations solaires, éoliennes et géothermiques

L'énergie solaire gagne en importance en Suisse. En 2022, la capacité de production installée a augmenté de 58% par rapport à l'année précédente. Selon l'[Office fédéral de l'énergie](#), l'électricité solaire a ainsi couvert environ 7% des besoins en électricité de la Suisse. La production annuelle des installations photovoltaïques mises en place

dans tout le pays s'est élevée à 3800 gigawattheures d'électricité, ce qui correspond à environ la moitié de la production de la centrale nucléaire de Gösgen. L'état d'avancement du développement de l'énergie solaire dans les différentes communes peut être consulté sur [tagesanzeiger.ch](#) (paywall).

Toutefois, pour atteindre les objectifs de développement, d'énormes efforts restent nécessaires. Le scénario "Perspectives énergétiques 2050+" de la Confédération prévoit presque dix fois plus d'électricité solaire en 2050. Avec l'arrêté actuellement en discussion au Parlement, une grande partie de ce développement devrait déjà être atteint d'ici 2035. Pour l'année en cours, l'association professionnelle [Swissolar](#) s'attend à une construction d'installations photovoltaïques aussi importante qu'en 2022. Le développement est toutefois freiné par la pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Pour en savoir plus, consultez le [Tages-Anzeiger](#) et la [NZZ](#) (paywall).

Malgré sa croissance, la Suisse fait toujours partie des derniers de la classe en Europe en ce qui concerne le développement des énergies renouvelables. Selon la nouvelle évaluation de la [Fondation suisse de l'énergie](#) (SES), seuls la Roumanie, la République tchèque, la Slovénie, la Slovaquie et la Lettonie produisent moins d'électricité solaire et éolienne par habitant. Sur les 28 pays étudiés, la Suisse se situe comme l'année dernière en 23e position. Le Danemark et la Suède, qui sont en tête du classement, produisent sept à huit fois plus d'électricité par habitant à partir de l'énergie solaire et éolienne que la Suisse.

Projets solaires : L'assemblée communale de Laax a approuvé l'installation solaire alpine près de la station de montagne de Vorab, comme l'écrit le [Südoschtweiz](#). L'entreprise d'électricité [Repower](#), en collaboration avec la commune et l'entreprise de remontées mécaniques, veut ainsi alimenter 2200 foyers en électricité par an. Les projets de la centrale électrique de la ville de Zurich (EWZ) sont nettement plus importants. Le fournisseur d'électricité veut produire dans les prochaines années de l'électricité solaire alpine pour 58 000 ménages. Un projet doit être réalisé dans le domaine skiable de Savognin, sur le territoire de la commune de Surses. Une deuxième installation est prévue dans la commune de Rheinwald. L'autorisation des deux communes concernant ces projets est encore attendue. Plus d'informations dans la [NZZ](#) (paywall).

On peut lire dans [Republik](#) ce qui pousse un paysan de montagne à lancer un projet d'installation solaire alpine. Le projet [Morgeten Solar](#) vise à alimenter 3000 foyers en électricité sur l'alpage du même nom dans le Simmental.

L'un des obstacles à la réalisation des installations est le raccordement au réseau. En raison de l'absence de lignes électriques, un deuxième grand projet en Valais a déjà été fortement redimensionné après Grengiols Solar : Vispèrtal Solar. Seule la moitié des 800'000 modules solaires initialement prévus sera probablement réalisée, écrit la [Sonntagszeitung](#) (paywall). Et la [NZZ](#) (paywall) montre la nécessité et les obstacles à l'extension du réseau électrique suisse.

Des projets éoliens : les entreprises d'électricité du canton de Zurich (EKZ), l'EWZ et les services municipaux de Winterthur veulent réaliser ensemble des installations éoliennes. Sous le nom de "[Zurich Wind](#)", le développement, le financement, la construction et l'exploitation doivent être regroupés dans le canton de Zurich. Avec cette coopération, les fournisseurs d'électricité réagissent au plan du ministre de l'énergie Martin Neukom concernant l'énergie éolienne. D'ici 2050, le canton veut couvrir environ 7% des besoins en électricité du canton avec de l'énergie éolienne locale. La nouvelle stratégie éolienne prévoit 120 éoliennes réparties sur plus de 40 sites. Les milieux proches de l'UDC ont déposé des initiatives individuelles dans de nombreuses communes du canton de Zurich pour s'opposer à ces plans et introduire des règles de distance minimale. L'UDC veut atteindre le même objectif au niveau cantonal avec une initiative parlementaire. Pour en savoir plus, [cliquez ici](#) et [ici](#) dans le Tages-Anzeiger.

A MuttENZ (BL), la population a approuvé la construction d'une éolienne. L'éolienne devrait à l'avenir alimenter 800 foyers en électricité, soit environ un dixième de la commune. Il y a deux ans, le projet avait été rejeté par l'assemblée communale. Mais un gymnasien, qui fait aujourd'hui de la politique pour les Verts libéraux, avait permis un deuxième vote en lançant une pétition. Plus d'informations sur [bazonline.ch](#) et [bzbasel.ch](#).

Les opposants locaux au [projet de géothermie profonde dans le Jura](#) se défendent avec des moyens brutaux. Selon le [Tages-Anzeiger](#) (paywall), des dégâts matériels, des actes de sabotage et des menaces de mort ont été proférées contre des responsables. Dans la commune de Haute-Sorne, 6000 ménages doivent être alimentés en

électricité produite à partir de la chaleur du sous-sol jurassien. Le projet est soutenu par la Confédération. Des forages d'essai sont actuellement en cours et sont surveillés 24 heures sur 24.

Consommation d'énergie, plans d'urgence et nouvelle initiative sur l'hydrogène

La douceur de cet hiver a entraîné une baisse de la consommation énergétique. Par rapport à l'année précédente, la consommation a baissé de 3,9%, comme le montrent les [derniers chiffres de l'Office fédéral de l'énergie](#). Outre les conditions météorologiques, la campagne d'économie d'énergie de la Confédération et la hausse des prix de l'énergie ont également contribué à la réduction de la consommation d'énergie. La consommation de carburant dans les transports aériens et automobiles a légèrement augmenté, mais est restée inférieure à celle de 2019, avant la pandémie de Covid-19.

Pour cette même raison, l'approvisionnement en électricité et en gaz a été suffisant. Néanmoins, la Confédération a pris d'autres mesures pour garantir l'approvisionnement en énergie. Avec la [réserve de force hydraulique](#), les exploitants de centrales sont tenus de retenir de l'eau qui peut être utilisée en cas de pénurie. Jusqu'en juillet, deux appels d'offres ont déjà été conclus à cet effet. Des contrats ont été conclus jusqu'en 2026 avec des centrales de réserve à Birr (AG), Cornaux (NE) et Monthey (VS), qui peuvent produire de l'électricité à partir de gaz et de pétrole. L'Office fédéral de l'énergie veut s'assurer cette puissance de réserve pour 15 années supplémentaires. L'[appel d'offres](#) à cet effet a été lancé fin juillet. Le mouvement "Grève du climat" a annoncé son opposition à cette décision. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) et sur [srf.ch](#).

En ce qui concerne l'hydrogène dit vert, la Suisse risque de rater le coche de l'Europe. Un réseau de pipelines de plus de 50 000 kilomètres est prévu dans l'UE afin de mettre en place un approvisionnement énergétique climatiquement neutre. Il est possible que ces conduites passent à côté de la Suisse, comme le montrent la [NZZ am Sonntag](#) (paywall) et le [Tages-Anzeiger](#) (paywall). Les cantons reprochent au Conseil fédéral son inaction et demandent qu'il adopte rapidement une stratégie pour l'hydrogène.

La Suisse doit produire elle-même de l'hydrogène vert. C'est l'objectif d'un projet des deux écoles

polytechniques fédérales ETHZ et EPFL, soutenu par le mécène Hansjörg Wyss. Les coûts estimés du projet s'élèvent à 100 millions de francs dans une première phase. L'électricité excédentaire doit servir à produire de l'hydrogène en été. Avec le CO₂ séparé des processus industriels, il est prévu de produire du méthanol vert ou du méthane, qui se stockent mieux que l'hydrogène. Le projet sera lancé début 2024 et des installations de démonstration seront exploitées à partir de 2028. La compagnie aérienne Swiss et l'entreprise énergétique Alpiq comptent parmi les premiers partenaires industriels. Plus d'informations dans la [NZZ](#) (paywall).

La mobilité décarbonée au même rythme que l'UE

Le Conseil fédéral ne veut pas d'un arrêt prématuré de la vente des véhicules à essence et diesel. C'est ce qu'il indique clairement dans son [rapport en réponse au postulat "Permettre un trafic sans émissions fossiles d'ici 2050"](#). Au lieu de cela, le passage à un trafic neutre en CO₂ doit se faire "au même rythme et de manière analogue aux mesures de l'UE". Le rapport mentionne des valeurs cibles de CO₂ plus strictes, c'est-à-dire des prescriptions d'émissions de CO₂ pour les nouveaux véhicules, qui seront poursuivies et adaptées de manière analogue à l'UE. Le Conseil fédéral l'avait déjà indiqué dans son [message sur la révision de la loi sur le CO₂](#). Si l'UE introduit comme prévu des objectifs d'émissions zéro pour les nouveaux véhicules à partir de 2035, cela rendrait également impossible la vente de voitures à essence et diesel en Suisse, montre l'[Aargauer Zeitung](#).

La révision de la loi sur le CO₂ doit en outre donner au Conseil fédéral la compétence de fixer un quota pour l'adjonction de carburants renouvelables. Cela devrait permettre de réduire de 5 à 10 % les émissions de CO₂ dues au trafic. Il en résulterait des coûts supplémentaires de trois à six centimes par litre. Début juillet, la commission de l'environnement du Conseil des Etats a commencé à débattre de la loi sur le CO₂. L'UDC et le TCS en ont profité pour critiquer dans la [Sonntagszeitung](#) la possible augmentation du prix des carburants.

Comme chaque été, les embouteillages au Gothard font la une des journaux. Des conseillers nationaux du centre, des Verts et du PLR ont animé le débat en déposant une motion. Ils demandent que la traversée du tunnel du Gothard soit payante. Le péage devrait coûter le plus cher à Pâques, à

l'Ascension, à Pentecôte, et en été. Le Parlement avait déjà rejeté des propositions similaires par le passé. Plus d'informations sur [srf.ch](#) et dans la [NZZ am Sonntag](#) (paywall), [NZZ](#) (paywall). Le Tessin a réagi avec indignation à la nouvelle proposition d'une taxe sur le tunnel du Gothard, comme le rapportent [le Tages-Anzeiger](#) (paywall) et [nau.ch](#). Dans un sondage représentatif réalisé par [Tamedia](#) et "[20 Minuten](#)", 69% des personnes interrogées étaient favorables à une taxe routière.

Où la Suisse viole les limites planétaires

La Suisse dépasse les limites planétaires dans différents domaines. C'est ce que montre une [étude réalisée par l'entreprise de recherche econcept](#) sur mandat de [Greenpeace](#). Pour ce faire, les nuisances environnementales liées à la consommation en Suisse et à l'étranger ont été examinées tout au long du cycle de vie des produits et évaluées par rapport aux limites planétaires. Dans quatre des six dimensions écologiques, la charge pour les écosystèmes est nettement dépassée : pour le changement climatique, la perte de biodiversité, la consommation d'eau, et l'azote rejeté par l'agriculture dans les eaux et l'atmosphère. Les limites sont atteintes en ce qui concerne la consommation de terres et le phosphore (dû à l'utilisation d'engrais). Si les limites planétaires sont dépassées, la stabilité des écosystèmes et donc notre base de vie sont menacées.

Certes, des gains d'efficacité ont pu être réalisés ces dernières années dans différents domaines grâce au développement technique. Ces effets ont été partiellement annulés par l'augmentation des quantités consommées. Pour inverser la tendance, les auteurs écrivent qu'un changement social est nécessaire. Pour ce faire, ils décrivent huit approches différentes et évaluent leur contribution à la transformation vers une vie socialement équitable dans les limites de la planète. Celles-ci vont de la politique de suffisance à au modèle [économique du Donut](#), en passant par l'assemblée des citoyens et l'économie circulaire. L'étude n'indique pas de voie royale, mais plutôt que différentes approches pourraient être combinées en fonction de l'objectif.

Plainte pour greenwashing, South Pole toujours sous le feu des critiques

La [Fondation pour la protection des consommateurs](#) a déposé une plainte auprès du Secrétariat d'Etat à l'économie pour concurrence déloyale contre huit entreprises. Il s'agit de Swisscom, Coca-Cola Suisse, le loueur de voitures Avis et le zoo de Zurich. La protection des consommateurs reproche à ces entreprises d'induire les consommateurs en erreur en "enjolivant les choses et en faisant des affirmations sans fondement en matière de respect du climat". En outre, une plainte pour publicité déloyale a été déposée auprès de la Commission Suisse pour la Loyauté contre trois des entreprises. La fondation souhaite ainsi endiguer la diffusion inflationniste de déclarations sur la neutralité climatique de produits et de services.

De nombreuses promesses climatiques sont réalisées par le biais d'une compensation de CO₂. Différentes études montrent que ces certificats n'atteignent pas leurs promesses. Un [document de travail](#) récent de l'ETH Zurich, de l'Université de Cambridge et de l'Université de Harvard arrive à la conclusion que 88% des projets de compensation volontaire existants ne contribuent pas à la réduction des émissions. Pour ce faire, ils ont examiné des études pour lesquelles plus de 2000 projets de ce type avaient été évalués.

En Suisse, il n'existe à ce jour aucune réglementation sur le greenwashing, contrairement aux pays voisins. Le [Parlement européen](#) veut interdire l'utilisation de slogans tels que "neutre en carbone". Plus d'informations à ce sujet dans le [Tages-Anzeiger](#) et sur [Infosperber](#).

Les projets forestiers font depuis longtemps l'objet de critiques. 90% d'entre eux ne contribuent pas à la réduction des gaz à effet de serre, ont rapporté le Guardian [ici](#) et [ici](#), ainsi que le [Zeit](#) (paywall) il y a quelques mois. Depuis, la pression sur South Pole, leader mondial des compensations volontaires de CO₂ dont le siège est à Zurich, s'est encore accrue. Les premières entreprises qui voulaient améliorer leur bilan climatique avec l'aide de South Pole ont mis fin à leur collaboration. D'autres comme Nespresso, Lavazza et Booking.com ont retiré de leurs sites web les références au projet Kariba, le projet phare de South Pole.

Dans la région de Kariba au Zimbabwe, 750'000 hectares de forêt doivent être protégés, ce qui

correspond à près d'un cinquième de la superficie de la Suisse. Pour cette surface, South Pole a vendu des certificats CO₂ pour au moins 100 millions de dollars. Des enquêtes approfondies de la [SRE](#), du [Zeit](#) et du collectif de recherche néerlandais "Follow the Money" montrent à quel point les flux financiers sont opaques et combien peu de l'aide promise parvient à la population rurale. Plus de 300'000 personnes vivent dans la région. Dans le [Tages-Anzeiger](#), Bastion Girod, chef des affaires européennes de South Pole et conseiller national des Verts, explique pourquoi il continue à miser sur des projets forestiers et à collaborer également avec des groupes pétroliers et gaziers. Plus d'informations sur [srf.ch](#) et dans la [NZZ](#) (paywall). Dans une série de podcasts en quatre parties, SRF met en lumière le modèle commercial de la compensation climatique, [voici l'épisode 1](#).

Condamnations politiques contre des activistes climatiques et autres actions

Lors de procès contre des activistes climatiques, les tribunaux rendent des jugements politiques. C'est la conclusion d'une [étude](#) des universités de Berne et de Lausanne, pour laquelle 150 jugements concernant des protestations climatiques ont été analysés. La résistance non violente est traitée par les juges comme un crime et non comme un délit. La plupart du temps, les protestataires sont condamnés pour contrainte. Selon les auteurs de l'étude, les tribunaux accorderaient plus de poids à la propriété privée et à la liberté de mouvement qu'à la liberté d'expression et de réunion. Plus d'informations sur [Le Courrier](#) (paywall) et [watson.ch](#).

Les membres de l'organisation de protestation "Renovate Switzerland" ont bloqué la circulation par d'autres actions, notamment le lendemain de la votation gagnée sur la loi sur la protection du climat. Les mesures qui y sont liées ne suffiraient pas à protéger l'avenir des jeunes, selon eux. Dans le [Tages-Anzeiger](#), Felix Anderl, spécialiste des conflits, explique pourquoi une démocratie saine a besoin de telles protestations et pourquoi la liberté de réunion et d'expression est essentielle dans une démocratie. Le service de renseignement de la Confédération met en garde contre la radicalisation du mouvement climatique, rapporte [watson.ch](#). Et la [NZZ](#) (paywall) se penche sur la question de savoir pourquoi les personnes bloquant la

circulation en se collant une main au sol sont devenues pour beaucoup l'image de l'ennemi.

Dans une [nouvelle enquête](#), 120 experts en sociologie, en sciences politiques et dans des disciplines connexes ont été interrogés sur ce qui fait le succès des mouvements sociaux. Près de 70% des universitaires interrogés ont estimé que les tactiques de protestation perturbatrices étaient "assez importantes" pour le succès d'un mouvement. De nombreux experts considèrent même l'utilisation stratégique de tactiques de perturbation non violentes comme centrale pour le succès d'un mouvement. Les résultats vont à l'encontre de l'opinion publique, car la majorité de la population pense que les protestations perturbatrices nuisent aux objectifs des activistes. Selon les experts, les protestations climatiques perturbatrices peuvent déclencher des changements culturels à long terme, malgré l'indignation et les revers à court terme. La perturbation de la vie quotidienne est souvent le meilleur moyen d'attirer l'attention des médias, d'augmenter la visibilité d'une cause et d'encourager les changements politiques et économiques. Plus d'informations dans le [Guardian](#).

Le 30 septembre, une [manifestation nationale pour le climat](#) aura lieu à Berne. L'[Alliance pour le climat](#), qui organise l'événement, souhaite ainsi attirer l'attention sur la menace que représente la crise climatique et réclamer une justice climatique, peu avant les élections nationales du 22 septembre.

Décisions de la Confédération et des cantons en matière de climat

Selon la [NZZ am Sonntag](#) (paywall), la Confédération veut plus que doubler les subventions pour les agriculteurs afin qu'ils puissent adapter leurs exploitations au changement climatique. Les subventions devraient s'élever à environ 185 millions de CHF par an. S'y ajoutent des prêts sans intérêt de plus de 400 millions de CHF. L'argent doit être utilisé pour la construction d'installations d'irrigation en cas de sécheresse et d'installations de drainage contre les fortes précipitations. Il est également prévu de subventionner la modernisation des étables afin de réduire les fuites d'ammoniac nuisibles au climat.

Le [Conseil fédéral](#) veut développer la recherche sur les questions énergétiques et climatiques. Il a mis en consultation une proposition de fonds supplémentaires pour l'instrument d'encouragement de la recherche en cours SWEET (SWiss

Energy research for the Energy Transition). Jusqu'à présent, un crédit de 136,4 millions de CHF était disponible pour la période de 2021 à 2032. Désormais, une deuxième tranche de 135 millions de CHF (de 2025 à 2036) doit être attribuée. Cette somme doit permettre de répondre aux questions relatives à la sécurité de l'approvisionnement énergétique de la Suisse, notamment en ce qui concerne le stockage de l'électricité estivale et la décarbonisation de l'économie.

La ville de Zurich veut augmenter les subventions pour le remplacement des chauffages au mazout et au gaz, comme le rapporte le [Tages-Anzeiger](#). A l'origine, le parlement de la ville avait accordé 13,5 millions de CHF à cet effet. Mais la demande de ces fonds est désormais plus importante que prévu. C'est pourquoi le conseil municipal demande 6,5 millions de CHF supplémentaires pour le programme.

En septembre, les habitants de la ville de Zurich voteront sur l'[initiative "Stadtgrün"](#). Celle-ci demande que la ville consacre au moins 1% des recettes fiscales annuelles de la ville de Zurich (actuellement environ 30 millions de CHF) à la végétalisation des places et à la plantation d'arbres afin de lutter contre la chaleur dans la ville. Les contre-propositions à l'initiative, qui seront également soumises au vote, prévoient des moyens annuels de 11 millions (130 millions jusqu'en 2035). Plus d'informations dans la [NZZ](#) et sur [nau.ch](#).

Politique climatique internationale

La production d'électricité renouvelable connaît une croissance record

La hausse des prix des combustibles fossiles et les préoccupations en matière de sécurité énergétique poussent à l'expansion mondiale du photovoltaïque et de l'éolien, comme le montrent les [derniers chiffres de l'Agence internationale de l'énergie \(AIE\)](#). L'expansion mondiale des énergies renouvelables augmentera d'un tiers en 2023 pour atteindre plus de 440 GW en 2023, soit la plus forte croissance absolue jamais enregistrée. En Europe, les énergies renouvelables se développent rapidement et sont en première ligne pour faire face à la crise énergétique. Aux États-Unis et en

Inde, de nouvelles mesures politiques contribueront également à une augmentation considérable au cours des deux prochaines années. Entre-temps, la Chine consolide sa position de leader et contribuera à près de 55% de l'augmentation mondiale de la capacité en énergies renouvelables, tant en 2023 qu'en 2024. En 2024, la capacité totale des énergies renouvelables dans le monde atteindra 4500 GW, soit l'équivalent de la production totale d'électricité de la Chine et des États-Unis. Plus d'informations sur l'[AIE](#). D'autres études et prévisions sur la croissance exponentielle des capacités solaires, éoliennes et de batteries sont disponibles chez [RMI](#) et [Systems Change Lab](#).

Les pays négocient une meilleure protection de l'Amazonie

Une conférence des États amazoniens s'est tenue au Brésil pour la première fois depuis 14 ans. Elle avait pour objectif de concilier le développement économique et la protection de la forêt tropicale. Les deux tiers de la superficie de l'Amazonie se trouvent au Brésil. Le reste s'étend sur des parties de la Colombie, du Pérou, du Venezuela, de la Bolivie, du Guyana, de la Guyane française, du Suriname et de l'Équateur.

En ouverture du sommet, le Brésil a annoncé. Le président Lula da Silva a annoncé l'arrêt total de la déforestation au Brésil d'ici 2030. Lula avait déjà annoncé, lors de son entrée en fonction, qu'il allait renforcer la lutte contre la déforestation illégale et, ces derniers mois, la déforestation a déjà nettement diminué.

Avant le début du sommet, les représentants des communautés indigènes ont demandé une meilleure protection de leurs droits fonciers, y compris l'interdiction de nouvelles exploitations pétrolières en Amazonie. Celles-ci sont controversées : alors que Lula est tout à fait ouvert à de nouvelles exploitations pétrolières, le chef d'État colombien Petro s'est prononcé en faveur d'une réduction de celles-ci. Dans la déclaration finale du sommet sur l'Amazonie, il a été convenu entre autres d'une alliance amazonienne pour lutter contre la déforestation et d'un système commun de contrôle aérien contre les défrichements illégaux. Les États n'ont toutefois pas réussi à se mettre d'accord sur des objectifs contraignants ni sur une interdiction de nouveaux forages. Plus d'informations dans le journal [Zeit](#) (paywall) [ici](#) et [ici](#).

Le G20 déçoit une fois de plus

Les ministres de l'énergie et du climat du groupe de pays du G20 se sont réunis en juillet en Inde pour discuter des objectifs climatiques et énergétiques. Ces réunions ont été considérées au préalable comme des étapes décisives sur la voie de la prochaine négociation sur le climat (COP28 à Dubaï). Les rencontres se sont toutefois terminées sans consensus sur la sortie globale des énergies fossiles et sans objectif pour les énergies renouvelables. L'attitude de blocage de la Russie et de l'Arabie saoudite a été particulièrement critiquée. Plus d'informations dans le [Zeit](#) (paywall) et [Euronews](#).

La Chine mise sur le charbon et les énergies renouvelables. Comment cela s'accorde-t-il ?

On argumente souvent en disant : "Oh, à quoi bon faire quelque chose, regardez la Chine". Mais le rôle de la Chine est complexe, comme le montre un commentaire de Li Shuo, spécialiste de la Chine et du climat, dans le [Guardian](#). Il est vrai que la Chine est le plus grand consommateur d'énergie et émetteur de gaz à effet de serre au monde. Mais la Chine est aussi le plus grand producteur d'énergies renouvelables.

La capacité solaire de la Chine s'élève actuellement à 228 gigawatts (GW). C'est plus que le reste du monde réuni. La capacité éolienne chinoise est également la plus importante au monde, avec 310 GW. Avec 750 GW supplémentaires de nouveaux projets éoliens et solaires dans le pipeline, la Chine atteindra son objectif de 1 200 GW pour 2030 cinq ans plus tôt.

L'énorme croissance de la Chine dans les domaines de l'énergie éolienne et solaire et des véhicules électriques est le résultat d'une politique industrielle agressive. Celle-ci se caractérise par un soutien étatique conséquent, des chaînes d'approvisionnement bien intégrées, la concurrence, l'innovation et les économies d'échelle de cet immense pays. La domination de la Chine dans le domaine des technologies propres soulève des questions importantes pour les autres pays. Les pays occidentaux sont-ils prêts à prendre des mesures économiques et politiques d'une ampleur comparable pour faire progresser leur production de technologies propres ? Les pays peuvent apprendre de la Chine, même si les solutions ne peuvent pas être simplement copiées.

Le succès de la politique chinoise en matière de technologies propres est toutefois davantage lié à sa stratégie économique qu'à la protection du climat. C'est la promotion de la croissance et des infrastructures qui a donné un coup de fouet au secteur de l'énergie propre de la Chine. Et c'est exactement la même logique qui pousse au développement de l'utilisation du charbon. Rien que pour le premier trimestre 2023, les gouvernements provinciaux chinois ont approuvé au moins 20 GW de nouveaux projets de charbon.

Le défi pour la Chine est de continuer à faire progresser ses technologies décarbonées, mais d'abandonner le charbon. La diplomatie climatique pourrait être décisive à cet égard. La Chine doit sans cesse être invitée par les pays occidentaux à modifier sa politique en matière de charbon. En juillet, le représentant américain pour le climat John Kerry s'est de nouveau entretenu avec son homologue chinois Xie Zhenhua. La coopération entre les États-Unis et la Chine dans le domaine du climat a longtemps eu lieu malgré les tensions géopolitiques, mais les discussions avaient été gelées après la visite de Nancy Pelosi à Taïwan en 2022. Deux autres rencontres sont prévues avant la COP28. Plus d'informations dans le [Guardian](#), sur [Infosperber](#) et sur [Climate Change News](#).

Le secteur maritime se fixe de nouveaux objectifs climatiques, mais ils sont insuffisants

La navigation internationale est à l'origine d'environ 3% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. L'Organisation maritime internationale (OMI) a adopté début juillet une nouvelle stratégie climatique. Le secteur ne doit désormais plus émettre de gaz à effet de serre nets "d'ici ou vers 2050". Il s'agit d'une nette amélioration par rapport à l'ancienne stratégie climatique de 2018, qui prévoyait de réduire de moitié les émissions de la navigation d'ici 2050.

Des objectifs intermédiaires ont en outre été adoptés pour 2030 et 2040. En 2030, les émissions devraient être inférieures de 20% à celles de 2008, et en 2040, une réduction de 70% devrait être atteinte. Ces objectifs représentent un progrès, mais ils sont encore nettement trop bas, comme le montrent les calculs de la Science Based Target Initiative.

Les pays industrialisés et de nombreux pays en développement ont demandé des objectifs nettement plus ambitieux. Ils ont reçu le soutien d'associations de l'industrie maritime et du plus grand armateur de conteneurs au monde, [Maersk](#). L'armateur danois veut atteindre l'objectif net zéro d'ici 2040. En revanche, la Chine, le Brésil, l'Argentine, la Russie et l'Arabie saoudite ont voulu empêcher la réalisation des objectifs intermédiaires pour 2030 et 2040 et n'ont fait qu'un engagement flou en faveur de l'objectif zéro net en 2050.

Une taxe sur le CO₂ a également été discutée pour les émissions de la navigation. Les petits États insulaires ont demandé une taxe de 100 dollars US par tonne de CO₂ et ont reçu le soutien de l'UE et de quelques autres pays. Mais là encore, ils se sont heurtés à l'opposition des grands pays émergents.

Les organisations environnementales sont déçues par la nouvelle stratégie climatique de l'OMI. La pression sur l'UE pour qu'elle réduise davantage les émissions de la navigation s'en trouve renforcée. Plus d'informations sur [Klimareporter](#) et [ClimateChangeNews](#).

Sommet pour un pacte financier mondial

Près de 40 chefs d'État et de gouvernement se sont réunis à Paris en juin pour le Sommet pour un nouveau pacte financier mondial (Summit for a New Global Financing Pact) du président français Emmanuel Macron. La réunion de deux jours, qui avait pour but de promouvoir les réformes financières pour une meilleure protection du climat, a permis quelques avancées. Mais le problème fondamental de l'endettement des pays pauvres et l'incapacité qui en résulte à investir dans la protection du climat et la lutte contre la pauvreté n'ont pas été abordés.

En conclusion, les chefs d'État et de gouvernement se sont mis d'accord sur le fait qu'ils souhaitent une nouvelle approche des investissements afin de sortir les pays de la pauvreté, de l'aide étrangère et de la crise climatique. En outre, une feuille de route sera établie pour de nouvelles discussions sur la réalisation de ces objectifs. Le principe retenu est que les besoins financiers se chiffreront en milliards et non en millions, et que la plus grande partie devra provenir du secteur privé. Les initiatives privées doivent être stimulées par des fonds publics. Mais le fossé entre les riches et les pauvres était profond et il le reste. Plus d'informa-

tions dans le Guardian [ici](#) et [ici](#) , [NY Times](#) (pay-wall), [Bloomberg](#) (paywall) et [Politico](#).

Blackrock accueille le PDG de Saudi Aramco au sein de son conseil d'administration

Blackrock, le plus grand gestionnaire d'actifs au monde, a annoncé début juillet qu'il avait nommé à son conseil d'administration Amin Nasser, un critique bien connu des mesures de protection du climat et PDG de Saudi Aramco, le plus grand groupe pétrolier au monde.

Larry Fink, le PDG de l'entreprise, a déclaré pendant des années que les considérations environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (connues sous le nom d'ESG) étaient essentielles à l'activité. Cette approche a toutefois été de plus en plus attaquée ces deux dernières années par des politiciens conservateurs américains qui ont critiqué BlackRock en la qualifiant de "woke". Plusieurs politiciens d'États conservateurs ont retiré des milliards de leurs actifs des caisses de l'entreprise en guise de représailles.

Brad Lander, le commissaire aux comptes de New York, a vivement critiqué la nomination de Nasser. BlackRock est le plus grand gestionnaire externe de fonds de la ville de New York. Lander a déclaré : "BlackRock a clairement déclaré que le risque climatique est un risque d'investissement, mais les actes sont plus éloquents que les mots. A une époque où les institutions financières doivent adopter une approche collective pour gérer les risques financiers liés au changement climatique, les actionnaires de BlackRock attendent des administrateurs compétents en matière de climat et non pas en matière de conflit climatique". Plus d'informations sur [CNN](#), dans le [NY Times](#) (pay-wall) et chez [Bill McKibben](#).

Politique climatique européenne

La nature en Europe doit être mieux protégée

L'Europe n'a pratiquement plus de nature intacte et les rares vestiges sont souvent fortement menacés. Avec la loi européenne sur la restauration de la nature (EU Nature Restoration Law), la Commission européenne a fait une proposition impor-

tante sur la manière de mieux protéger la nature en Europe. Au cours des dernières semaines et des derniers mois, ce sont surtout les groupes conservateurs et de droite qui ont lutté contre le projet de loi au Parlement européen. Début juillet, le Parlement européen a approuvé la proposition de loi à une courte majorité. Un "jalon est ainsi posé pour la protection de la nature en Europe", a commenté la [Fédération allemande pour la protection de la nature \(NABU\)](#). Les progressistes ont pu s'imposer face aux partis conservateurs et d'extrême droite, qui ont fait sensation jusqu'à la fin en diffusant de fausses déclarations.

Cette victoire a toutefois eu un prix : pour parvenir à un compromis, la proposition initiale de la Commission a été considérablement affaiblie. Le Parlement a notamment supprimé l'article sur la renaturation des terres agricoles et des tourbières. Cela aurait pu contribuer de manière significative au stockage du CO₂ dans les sols et à la protection de la biodiversité.

Malgré tout, la loi représente un net progrès. Jusqu'à présent, le droit européen ne prévoyait pas d'objectifs contraignants pour la restauration de différents écosystèmes. Et ce, bien que près de 80% des habitats naturels protégés en Europe soient dégradés, comme le montrent les associations environnementales [WWF Allemagne](#) et [NABU](#). Cette loi doit maintenant changer cela. D'ici 2030, au moins 20% des surfaces terrestres et maritimes devront être renaturées. Pour en savoir plus, consultez [Euractiv](#) et [ARD](#).

Supprimer les obstacles au développement des énergies renouvelables

Le développement des énergies renouvelables est souvent lié à de nombreux obstacles. Il existe de bonnes solutions pour nombre de ces obstacles, comme le montre une [étude de l'Öko-Institut](#) :

- Dans de nombreux pays européens, les processus d'autorisation sont souvent beaucoup trop complexes. Il existe des obstacles administratifs importants et des capacités insuffisantes au sein des autorités compétentes. L'étude recommande à cet effet des "guichets uniques", où les processus peuvent être traités de manière centralisée, plus simple et plus transparente.

- Les réserves et les objections des parties prenantes entraînent également des retards importants. Les citoyens doivent être impliqués dans les processus de planification pendant une période clairement définie. Une fois cette fenêtre fermée et l'autorisation accordée, celle-ci ne doit plus être contestable. Les communes pourraient également participer financièrement, ce qui, selon l'étude, pourrait conduire à une meilleure acceptation.
- Les nouvelles installations ont souvent un impact négatif sur la protection de l'environnement et de la nature, et les études d'impact sur l'environnement sont complexes et coûteuses. Les auteurs de l'étude proposent de réaliser les études nécessaires de manière centralisée sur de grandes surfaces et de mettre les résultats à disposition. Ainsi, les projets peuvent être regroupés et ne doivent pas être examinés individuellement ou même plusieurs fois.
- Le "re-powering" consiste à remplacer les éoliennes existantes par des installations plus récentes et plus efficaces, capables de produire plus d'électricité. Jusqu'à présent, dans de nombreux pays, une nouvelle procédure d'autorisation complète est nécessaire, alors qu'un examen des modifications serait suffisant.

L'UE doit renoncer à l'avenir à "Mr. Green Deal"

"Mr. Green Deal quitte le navire", a titré le [TAZ](#) après que le vice-président Frans Timmermans a annoncé qu'il quitterait la Commission européenne à l'automne. Le cofondateur du Green Deal européen se tournera vers la politique néerlandaise et se présentera aux nouvelles élections de novembre comme candidat commun des sociaux-démocrates et des verts de gauche. Cette annonce suscite des sentiments mitigés dans les rangs du Parlement européen. Pour en savoir plus, consultez [la chaîne de télévision ZDF](#) ou le [Spiegel](#).

La Grande-Bretagne veut produire plus de pétrole et de gaz

Le gouvernement britannique veut extraire autant de pétrole et de gaz que possible de la mer du Nord. Le Premier ministre Rishi Sunak a annoncé

en juillet l'octroi de plus de 100 nouvelles licences de forage. Son porte-parole a fait valoir que cela était "tout à fait compatible" avec l'objectif de zéro net d'ici 2050, étant donné que des combustibles fossiles seraient encore nécessaires à cette date et que l'approvisionnement domestique nécessiterait moins de transports. [The Climate Change Committee](#) (CCC), le comité scientifique qui conseille le gouvernement britannique en matière de politique climatique, a en revanche averti que les pays ne devaient pas augmenter l'extraction de combustibles fossiles, mais la réduire d'urgence, voire y mettre fin.

Sunak a également promis 20 milliards de livres pour le captage et le stockage du CO₂. [Des études](#) montrent comment le potentiel de cette technologie a été utilisé à plusieurs reprises au cours des deux dernières décennies pour justifier la prolongation de la production d'électricité à partir du charbon et la construction de centrales à gaz. Plus d'informations dans le [Guardian](#).

Allemagne

Vote de la loi sur le chauffage reporté

Après une âpre bataille sur la loi sur l'énergie dans le bâtiment (*Gebäudeenergiegesetzes*, GEG), la coalition gouvernementale est parvenue à un [accord](#). La GEG, également connue sous le nom de "loi sur le chauffage", devrait entrer en vigueur comme prévu à partir de 2024, mais dans un premier temps uniquement dans les zones dotées de plans thermiques communaux existants (pour en savoir plus, consultez le [centre de compétence "Kommunale Wärmewende"](#)). Dans les communes dépourvues de plans thermiques, l'installation de nouveaux chauffages fossiles nuisibles au climat reste pour l'instant autorisée. Selon le [projet de loi](#) actuel, toutes les communes, soit plus de 10.700, devront établir des plans thermiques au plus tard à la mi-2028. Les nouveaux chauffages devront être alimentés à 65% au moins par des énergies renouvelables. Toutefois, sous la pression du FDP, une multitude d'options de chauffage ont été autorisées - notamment les chauffages à hydrogène, pourtant inefficaces.

Une aide de base de 30% sera accordée à l'achat de nouveaux systèmes de chauffage, complétée par un bonus de 20% supplémentaire jusqu'en 2028 si le changement intervient plus tôt que la

loi ne le prévoit. Les ménages à faibles revenus pourront bénéficier d'une aide maximale allant jusqu'à 70%. Cependant, le Bundestag n'a pas pu adopter la GEG avant les vacances d'été comme prévu. Suite à l'intervention de la Cour constitutionnelle fédérale - plus d'informations à ce sujet dans le Spiegel (paywall) [ici](#) ou [là](#) - le vote n'aura lieu qu'en septembre.

La loi allemande sur le changement climatique est affaiblie

L'accord de la coalition «feu de signalisation» stipulait déjà que la loi fédérale sur la protection du climat (*Bundesklimaschutzgesetz*, ou KSG) devait être révisée. Cela parce que jusqu'à présent "personne ne l'a respectée", selon le ministre du climat Robert Habeck. Il s'agit par exemple de l'obligation de présenter ce que l'on appelle des "programmes sectoriels d'urgence" des ministères compétents si les objectifs d'émissions d'un secteur n'ont pas été respectés auparavant. Plus d'informations à ce sujet dans le [Frankfurter Rundschau](#). Mi-juin, le ministre a présenté [des plans concrets](#) à ce sujet. Ainsi, le caractère obligatoire des objectifs sectoriels doit être totalement supprimé et les différents ministères ne doivent plus être responsables de la réalisation des objectifs. C'est plutôt l'ensemble du gouvernement fédéral qui doit veiller à la réalisation des objectifs. C'est une demande du FDP depuis longtemps déjà. [Plus de 40 associations environnementales et sociales](#) y voient cependant un affaiblissement flagrant des objectifs sectoriels, l'instrument central de la protection du climat en Allemagne. En outre, le ministre Habeck a reconnu que l'Allemagne n'atteindrait pas ses objectifs climatiques en 2030 malgré d'importants progrès. Informations complémentaires auprès de [Klimareporter](#) et [WWF Allemagne](#). La modification de la loi devrait être soumise au processus parlementaire après la pause estivale.

Le prix de l'électricité industrielle sous le feu des critiques

En Allemagne, on discute actuellement de l'introduction d'un prix de l'électricité industrielle pour soulager les gros consommateurs industriels. Sur proposition des Verts, ceux-ci devraient payer un prix nettement réduit de seulement 6 centimes/kWh afin de promouvoir l'électrification de l'économie. Les partisans de cette mesure affirment qu'elle garantit des emplois, renforce la

compétitivité et soutient le tournant énergétique. Les opposants critiquent le fait que cela pourrait entraîner des coûts supplémentaires pour les ménages, étant donné que la subvention estimée entre 25 et 30 milliards d'euros pour l'industrie doit être absorbée ailleurs. Les entreprises industrielles seraient soulagées, bien qu'elles continuent de produire des émissions élevées de CO₂. De toute façon, les grandes industries achètent déjà aujourd'hui de l'électricité bien moins chère que les ménages. Les économistes [mettent en garde](#) contre l'introduction du prix de l'électricité industrielle. Selon le [journal Handelsblatt](#), l'absence de signaux du marché conduirait à un manque d'innovation de la part des industries. Pour en savoir plus, [cliquez](#) [ici](#) et [ici](#).

La crise climatique visible

Vagues de chaleur, incendies, tempêtes et inondations

Cet été, des records sont battus dans le monde entier. En voici une brève énumération : des vagues de chaleur dramatiques dans de nombreuses régions du monde, des incendies au [Canada](#), en Grèce, à [Hawaï](#) et dans de nombreux autres pays ([ici](#) et [ici](#)). A [Pékin](#), il est tombé en juillet près de 7,5 m de pluie en seulement 72 heures, ce qui correspond à peu près à la quantité moyenne annuelle ou à 7500 litres par m². Des inondations torrentielles se sont produites. Globalement, juillet a été le [mois le plus chaud depuis le début des relevés](#). Il n'avait probablement pas fait aussi chaud depuis [au moins 120 000 ans](#).

Une [étude](#) de World Weather Attribution ([WWA](#)) montre que les vagues de chaleur de ces dernières semaines, [avec des températures records](#) dépassant parfois 45 degrés Celsius dans le sud de l'Europe, en Chine, au Mexique et aux Etats-Unis, auraient été extrêmement improbables sans le changement climatique. "Le rôle du changement climatique est absolument prépondérant", a déclaré la climatologue [Friederike Otto](#) de l'Imperial College London. L'étude a conclu que les vagues de chaleur en Europe et aux États-Unis étaient au moins 950 et 4400 fois plus probables en raison du réchauffement global. Dans le climat plus chaud d'aujourd'hui, de telles vagues de chaleur sont attendues tous les cinq ans environ en Chine, tous les dix ans en Europe et tous les quinze ans

aux États-Unis, et elles seront encore plus fréquentes si les émissions continuent d'augmenter.

Les vagues de chaleur font partie des dangers naturels les plus meurtriers. Rien qu'en Europe, la chaleur a tué au moins 61 000 personnes en 2022. En Suisse, plus de 600 personnes sont mortes l'été dernier des suites de la chaleur. Même sans changement climatique, l'été aurait été chaud, mais on estime qu'il y aurait eu 60% de décès en moins (soit 370 de moins), selon une nouvelle étude.

Plus dans le Guardian [ici](#), [ici](#), [ici](#), [ici](#), le *Zeit* (paywall), [Klimareporter](#), [Insideclimatenews](#), [Tagesanzeiger](#) (paywall), [NY Times global heat tracker](#), [Carbon brief](#) et [srf.ch](#).

Nouvelles de la science du climat

L'Atlantique Nord est-il sur le point de basculer ?

Le courant de circulation atlantique assure l'échange de masses d'eau chaudes et froides dans l'océan et maintient l'Europe au chaud. Il alimente également les profondeurs des océans en oxygène et est donc vital pour les écosystèmes marins. Mais le courant a un point de basculement à partir duquel il se tarit lorsque, dans le nord de l'Atlantique, trop d'eau douce dilue l'eau de mer et l'empêche de couler. Trois études récentes publiées dans *Nature* ([ici](#), [ici](#) et [ici](#)) montrent que ce point de basculement est probablement beaucoup plus proche qu'on ne le pensait jusqu'à présent et qu'il pourrait être atteint dès les prochaines décennies.

Si le courant de circulation atlantique s'interrompait, un net refroidissement se produirait dans le nord-ouest de l'Europe, notamment sur les îles britanniques et en Scandinavie. Le niveau de la mer dans l'Atlantique Nord augmenterait en outre de jusqu'à un mètre. L'Europe serait menacée par des tempêtes nettement plus violentes. Les ceintures de précipitations tropicales se déplaceraient vers le sud - les zones sèches et pluvieuses ne seraient donc plus situées au-dessus des écosystèmes qui leur correspondent. Et l'océan absorberait nettement moins de CO₂ - actuellement 25%, c'est-à-dire qu'il en resterait plus dans l'atmosphère et la réchaufferait davantage.

Stefan Rahmstorf, chercheur en climatologie et océanographie à l'Institut de Potsdam pour la

recherche sur l'impact climatique (PIK), affirme que les études les plus récentes montrent clairement que, certes, il existe toujours une grande incertitude quant à la proximité des points de basculement. "Mais l'incertitude n'est pas notre amie. Car encore une fois, il s'agit ici de risques que nous voulons exclure avec certitude. Pour moi, les études montrent que le risque de franchir le point de basculement au cours de ce siècle n'est en aucun cas inférieur à dix pour cent, comme nous le pensions encore il y a quelques années. Je pense qu'il est désormais plusieurs fois plus élevé". Plus d'informations de Stefan Rahmstorf dans [le Spiegel](#), sur [Scilogs](#) et sur [Realclimate](#).

Comment l'alimentation végétalienne aide le climat

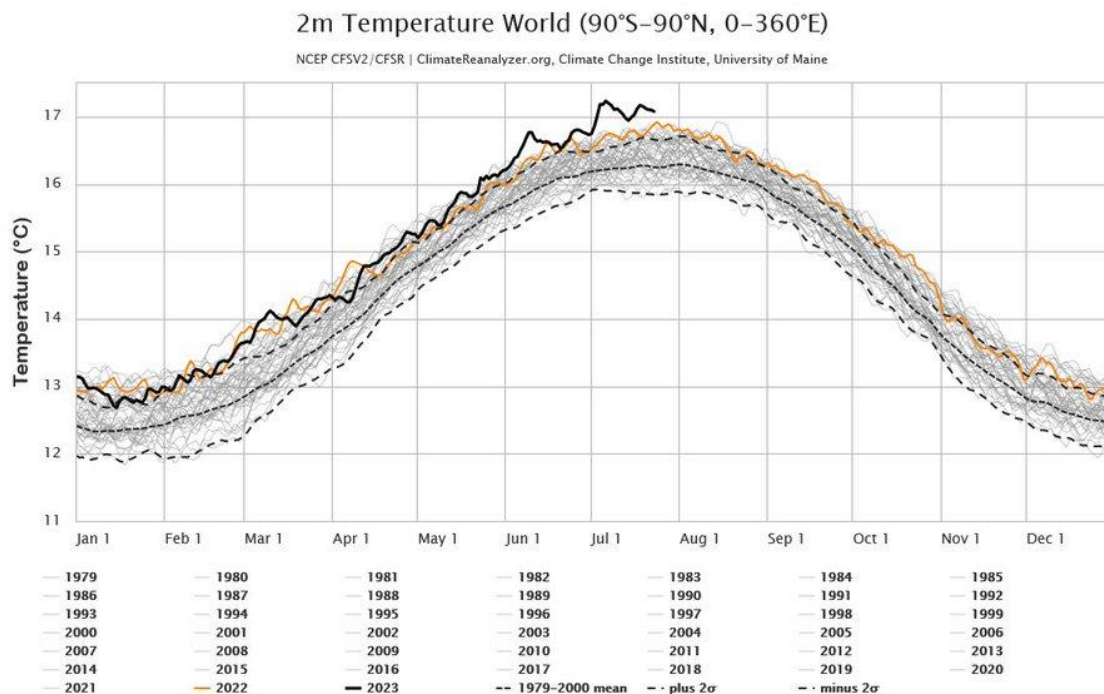
Sauver le monde grâce à l'alimentation ? Sauver est peut-être un grand mot, mais une alimentation à base de plantes peut réduire considérablement l'empreinte carbone personnelle. De nombreuses études montrent à quel point un régime à base de viande et de produits laitiers est néfaste pour le climat. Ces résultats ont été obtenus à l'aide de modèles de régimes alimentaires et de valeurs moyennes. Une nouvelle étude publiée dans *Nature Food* a analysé les habitudes alimentaires réelles de 55 000 personnes en Grande-Bretagne ainsi que les données de près de 40 000 exploitations agricoles. Les résultats sont clairs : les personnes qui se nourrissent exclusivement de plantes émettent jusqu'à trois quarts de gaz à effet de serre en moins qu'une alimentation riche en viande de 100 grammes par jour ou plus. La pollution de l'eau et l'utilisation des terres sont également nettement moins importantes.

L'étude montre également que la réduction de la consommation de viande a déjà un impact important. En consommant moins de 50 grammes de viande par jour, l'impact sur le climat est réduit de moitié. Si les consommateurs de viande britanniques faisaient ce pas, l'effet serait aussi important que si 8 millions de voitures à énergie fossile étaient retirées de la circulation. Les auteurs de l'étude soulignent que l'Etat devrait introduire des mesures pour aider les gens à réduire leur consommation de viande. Cela est nécessaire pour atteindre les objectifs climatiques. Plus d'informations dans le [Guardian](#) et le [NY Times](#) (paywall).

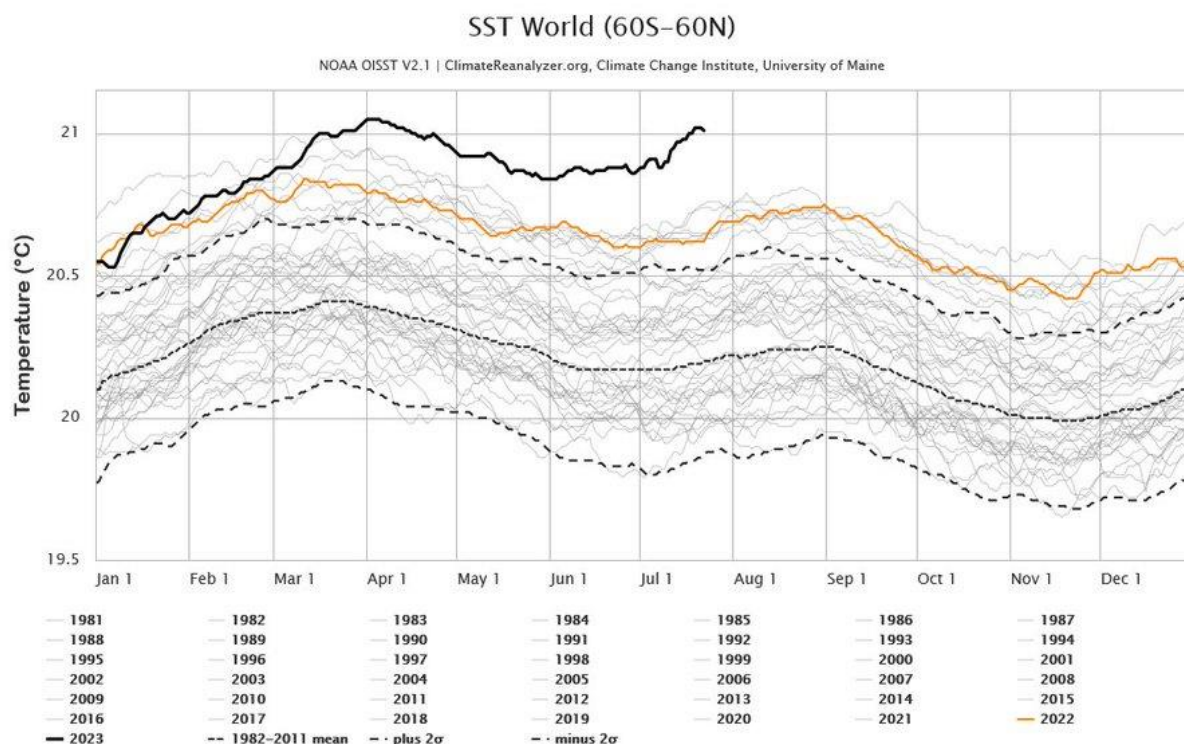
Quatre graphiques illustrent l'ampleur des changements

Les graphiques suivants proviennent d'un [fil Twitter de Rico Grimm](#). Ils résument de manière impressionnante les changements mesurés.

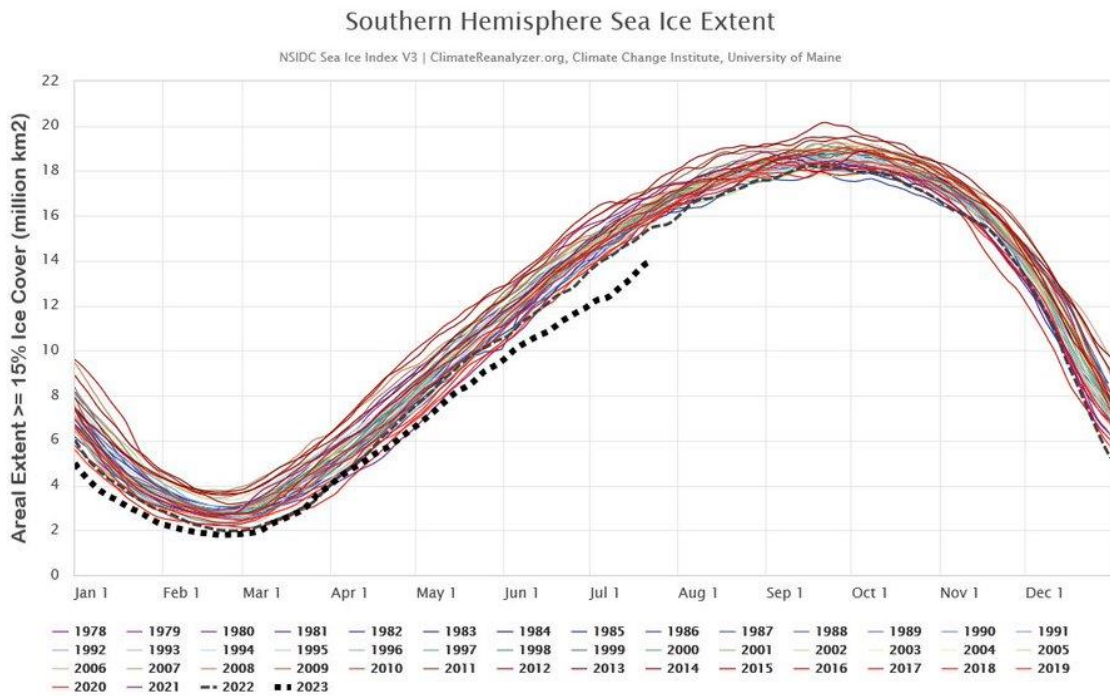
En 2023, la température à la surface de la Terre (en noir) est bien supérieure à la moyenne historique (bande grise). Ce qui est inquiétant, c'est la raideur et la durabilité de cette "sortie" de la bande.



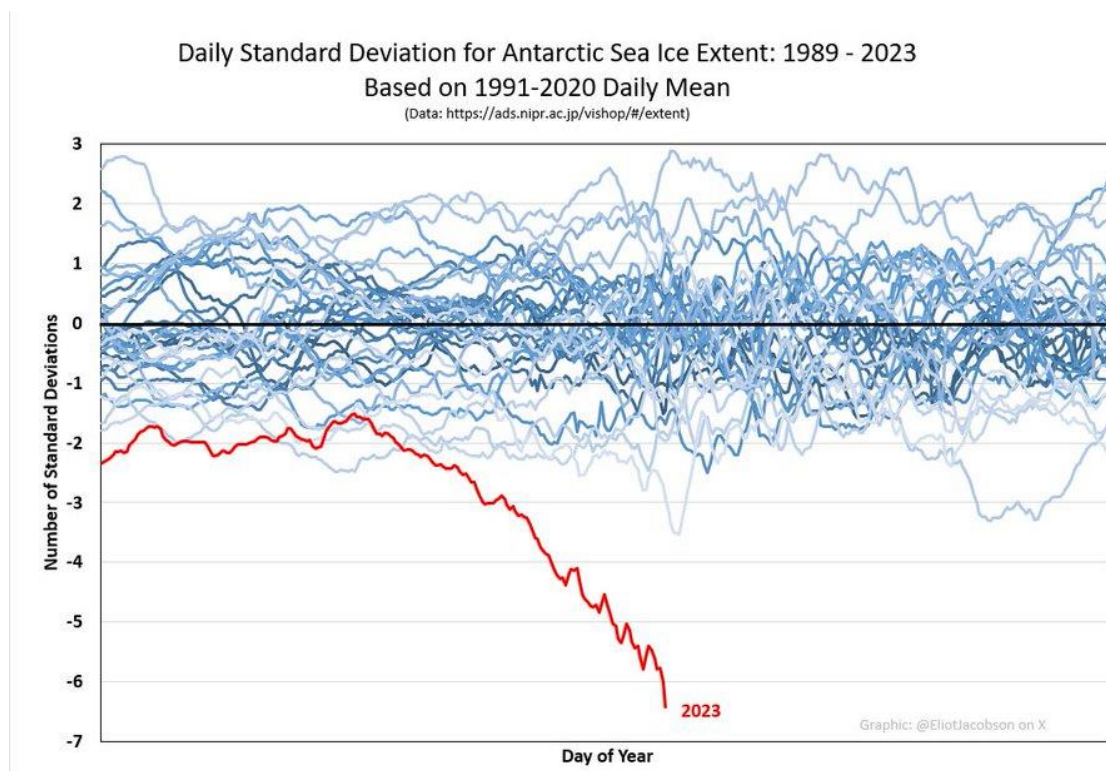
Le prochain graphique montre les températures moyennes à la surface des océans. L'année actuelle (en noir) est très éloignée de la moyenne historique. L'anomalie semble petite, de 0,25 degré. Mais les océans représentent une surface gigantesque de notre planète. C'est pourquoi de petits écarts ont déjà de grandes conséquences.



Les températures élevées entraînent la formation de beaucoup moins de glace en Antarctique (où c'est l'hiver). Les pointillés noirs représentent l'année actuelle, bien en dessous de la moyenne historique. Il manque de la glace nouvellement formée d'une superficie six fois supérieure à celle de l'Allemagne. Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).



Une autre représentation de [@EliotJacobson](#) montre encore plus clairement l'ampleur du manque de glace. La ligne rouge descendant vers le bas indique l'année en cours.



Merci et meilleures salutations de la part d'Anja et Thomas ! N'hésite pas à faire suivre le journal climatique. Si tu n'es pas encore sur la liste de distribution, tu peux t'y abonner ici :

<https://bit.ly/Klimazeitung>